

BANQUE CENTRALE DU CONGO
Direction des Analyses Economiques

**Évolution récente de la conjoncture
économique au 14 juillet 2023**

Juillet 2023

L'environnement économique, à l'échelle mondiale, continue à afficher une croissance atone sur fonds d'une inflation encore tenace mais en ralentissement, et une fragmentation économique croissante, en raison des chocs et des défis importants. Cette situation nécessite une action conjointe, de la part des gouvernements et de la communauté internationale, pour relever ces défis communs.

Au plan intérieur, l'accélération de l'inflation et de la dépréciation monétaire au cours de ces dernières rappellent les épisodes connus dans le passé récent : le premier, lors de la crise financière internationale en 2009, le deuxième, à l'occasion du repli des cours du cuivre et du cobalt en 2016 et 2017 dans un contexte de relâchement de la politique monétaire caractérisée par la pratique des taux d'intérêts largement réels négatifs, le troisième, avec les à-coups de la crise du COVID-19 au premier quadrimestre 2020. Ces épisodes se sont accompagnés d'une baisse vertigineuse du pouvoir d'achat de la population, particulièrement pour les plus vulnérables et d'une recrudescence des tensions sociales. En effet, l'inflation hebdomadaire a atteint un niveau jamais observé depuis le début des années 2000 et la dépréciation du franc congolais excède l'inflation depuis le début de l'année 2023 confrontant l'économie à une surréaction du taux de change.

1. ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT EXTÉRIEUR

L'économie mondiale continue de faire face à des vents contraires tels que le ralentissement de la croissance, l'inflation élevée et la fragmentation économique, dans un contexte où les défis communs sont importants. Cette situation appelle au renforcement de la coopération internationale pour construire des ponts économiques utiles à l'amélioration des vies de la population.

En effet, en marge de la troisième réunion des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales du G-20, prévue du 17 au 18 juillet en Inde, la Directrice Générale du FMI a exhorté chaque partie, gouvernements, banques centrales et partenaires au développement, à travailler ensemble pour répondre aux contrecoups de récentes crises internationales et aux défis posés notamment par les vulnérabilités de la dette et le changement climatique.

Pour ce qui est du ralentissement de la croissance mondiale, Madame Kristalina Georgieva souligne la faiblesse de l'industrie manufacturière, contrastant avec la résilience du secteur des services. Pour rappel, le FMI table sur une croissance de 2,8 % en 2023 contre 3,4 %, soit un niveau inférieur à la moyenne d'avant pandémie 2000-2019. Cette croissance serait soutenue en grande partie par les économies de la région d'Asie-Pacifique. En outre, elle indique que la fragmentation économique pourrait saper la croissance et rendre plus difficile la résolution des défis mondiaux urgents, tels que la montée des crises de la dette souveraine et la menace existentielle du changement climatique.

S'agissant de la persistance de l'inflation (global et sous-jacente) élevée, en dépit de la tendance baissière observée, il est impérieux de maintenir le cap c'est-à-dire, la politique monétaire restrictive jusqu'à ce que l'inflation soit ramenée à son objectif. Cette orientation devrait être menée tout en veillant attentivement sur les risques probables sur le secteur financier. A cet effet, les banques centrales devraient communiquer clairement leur stratégie. De même, la politique budgétaire restrictive devrait permettre non seulement à la reconstitution des marges de manœuvre et à améliorer la viabilité de la dette, mais également à lutter contre les pressions inflationnistes.

Par ailleurs, l'inflation a ralenti aux Etats-Unis à 2,97 %, en rythme annuel, au mois de juin 2023, soit son niveau le plus bas depuis mars 2021, contre 4,0 % le mois précédent. Ce ralentissement tient principalement de la baisse du coût de l'énergie et des prix des denrées alimentaires. De même, l'inflation sous-jacente, excluant les produits volatiles, est tombé à son niveau le plus bas depuis octobre 2021 à 4,8 %. Malgré ce ralentissement, l'inflation demeure supérieure à l'objectif de 2,0 % fixé par la Fed. Dans la zone euro, l'Office européen des statistiques indique que l'inflation a atteint son niveau le plus bas depuis janvier 2022, à 5,5 % en juin 2023, mais demeure nettement supérieur à l'objectif de 2,0 % de la BCE.

Les marchés anticipent que l'inflation dans la zone reste supérieure à l'objectif durant les années à venir, se situant à un niveau proche de 3 %. Cette situation suscite les débats entre les économistes, d'une part, sur la possibilité d'une modification de l'objectif d'inflation de la BCE pour garantir sa crédibilité et éviter ce cycle de resserrement monétaire, et d'autre part, sur nécessité de mener une politique monétaire et budgétaire continuellement restrictive pour ramener l'inflation à l'objectif de 2 %.

2. ANALYSE DU CONTEXTE INTÉRIEUR

En rythme hebdomadaire, il s'observe une poursuite de l'accélération du rythme de formation des prix et des tensions continues sur le marché des changes, sur fond de l'accroissement des avoirs libres des banques et des vulnérabilités structurelles.

Sur le marché des biens et services, l'inflation hebdomadaire est ressortie à 4,0 % au cours de la deuxième semaine de juillet 2023, soit un niveau jamais atteint depuis le début des années 2000. En cumul annuel, l'inflation a atteint 16,1 %, nettement supérieur à la cible annuelle de 11,5 % à fin décembre 2023.

S'agissant du marché des changes, le rythme de la dépréciation de la monnaie nationale s'est maintenu, d'une semaine à l'autre, tant au parallèle qu'à l'indicatif. En effet, au 14 juillet courant, les cours indicatif et parallèle se sont établis respectivement à 2.462,5 le dollar américain contre 2.635,0 CDF, enregistrant des dépréciations hebdomadaires respectives de 1,4 % et 3,61%. Les réserves internationales se sont établies à 5,1 milliards de USD, au 13 juillet 2023, soit un niveau correspondant à 2,75 mois d'importations des biens et services.

Concernant la gestion des finances publiques, elle est caractérisée par des pressions sur la dépense publique, alors que les recettes mobilisées demeurent inférieure aux prévisions. Au 14 juillet courant, les opérations financières de l'Etat se sont clôturées par un important déficit mensuel provisoire de 736,4 milliards de CDF. Toutefois, ce gap a été entièrement financé par les ressources provenant de l'appui budgétaire obtenu de la Banque mondiale, lesquelles ont permis de rembourser les titres publics arrivés à échéance.

S'agissant du secteur monétaire, il y a lieu de rappeler le changement du dispositif instrumental de la politique monétaire de la Banque Centrale du Congo. Le signal informationnel lancé en ajustant à la hausse son taux directeur vise une nouvelle tour de vis de la politique monétaire. Il en est de même de la restauration du coefficient de réserve obligatoire en monnaie nationale.

2.1. Secteur réel

Au regard de la confiance des chefs d'entreprises quant aux perspectives à court terme, l'économie congolaise devrait demeurer résiliente au plan de la croissance, en dépit d'un environnement international difficile. Par ailleurs, l'accélération du rythme de formation des prix s'est poursuivie au cours de la première semaine du mois de juillet courant.

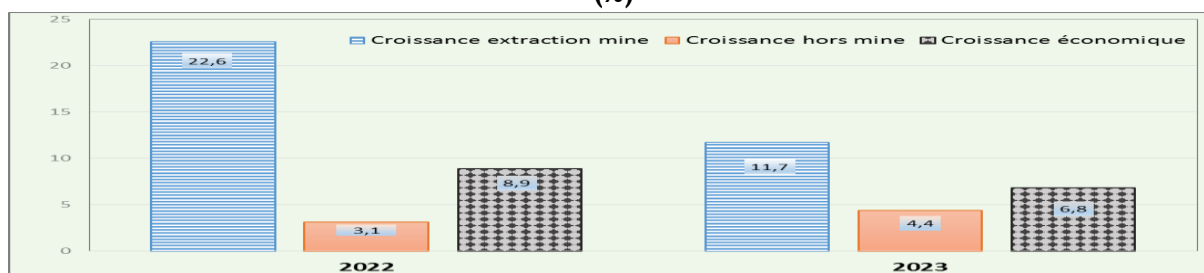
2.1.1. Croissance

Les dernières estimations indiquent que la croissance du PIB réel devrait s'établir à 6,8 % contre 8,9 % l'année précédente. Ce niveau de croissance est nettement supérieur à celui projeté pour l'Afrique Subsaharienne par la BAD, soit 4,0 %.

Cette évolution procède essentiellement de l'accroissement de l'activité des industries extractives (notamment le secteur minier), dont la valeur ajoutée devrait croître de 11,7 % en 2023 contre 22,6 % en 2022. En revanche, les activités hors mines progresseraient de 4,4 % contre 3,1 % l'année précédente.

En outre, l'activité du secteur non minier serait soutenue par la poursuite de la réalisation de grands travaux d'infrastructures avec l'exécution du programme de développement local de 145 territoires (PDL-145), d'une part, et de la relance du secteur agricole, d'autre part.

Graphique 1. Évolution de la croissance du PIB réel, hors mines et branche extraction (%)

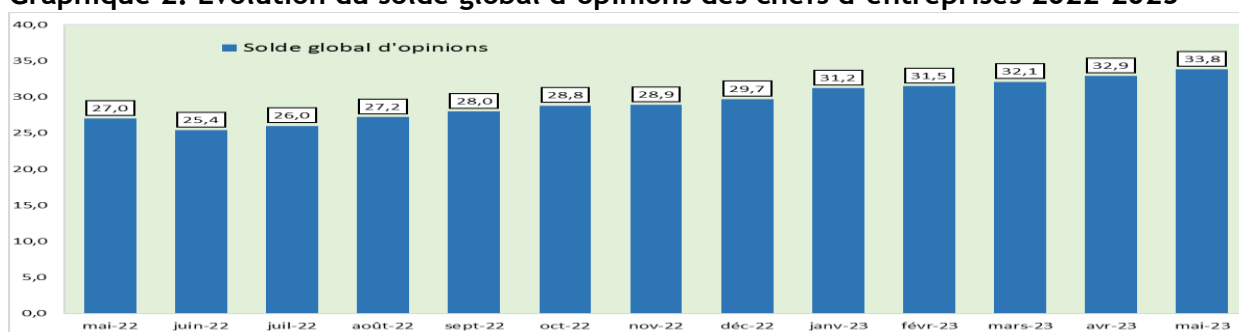


Source : Cadrage FMI.

2.1.2. Baromètre de conjoncture

Les résultats du baromètre de conjoncture pour le mois de mai 2023 révèlent une tendance à la consolidation de la confiance des chefs d'entreprises quant aux perspectives économiques de court terme. En effet, le solde global d'opinions est ressorti à + 33,8 % contre +32,9 % un mois auparavant.

Graphique 2. Évolution du solde global d'opinions des chefs d'entreprises 2022-2023



Source : BCC.

Cette amélioration reflète le dynamisme observé dans la majorité des branches d'activité, à l'exception des « Services » et « Electricité et Eau », dont les soldes bruts sont passés de +16,5 % et +27,3 % à +15,2 % et +24,0 %, respectivement.

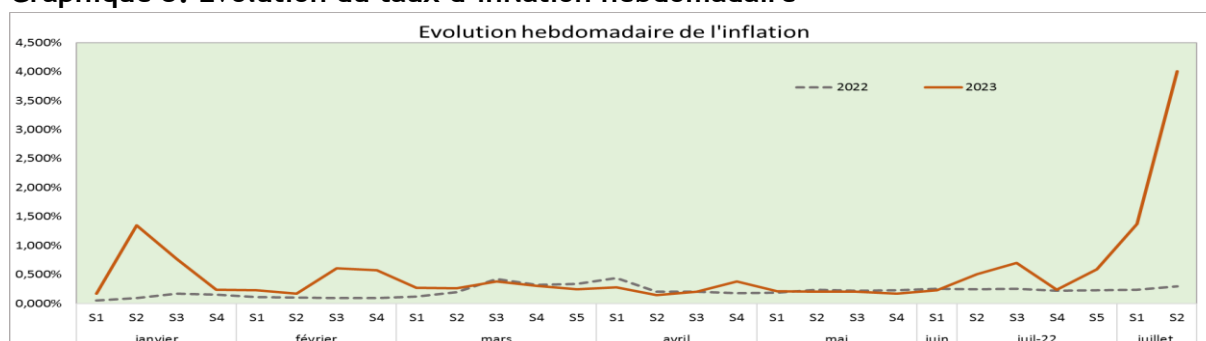
Ces reculs sont attribuables aux prestations des services à la sous-branche « transports et auxiliaires des transports », lesquelles sont affectées par les mouvements de grèves des transporteurs routiers urbains. S’agissant de la branche « Electricité et Eau », le repli observé est lié aux perturbations dans la fourniture en énergie électrique et de l’eau potable, en raison du retrait d’exploitation du groupe G27 de la centrale d’Inga II.

2.1.3. Marché des biens et services

La deuxième semaine du mois de juillet 2023 est caractérisée par la poursuite d’accélération du rythme de formation des prix. En effet, l’inflation hebdomadaire est ressortie à 4,010 %, soit un niveau jamais observé en rythme hebdomadaire, contre 1,375 % la semaine précédente. Cette évolution est expliquée par les tensions observées ces dernières semaines sur le marché des changes, conjuguées aux contraintes structurelles.

En l’analyse par fonction de consommation révèle qu’à l’exception des fonctions « Boissons alcoolisées et tabac » et « Communications », dont les contributions en point de pourcentage sont quasi-nulles, l’accélération hebdomadaire de l’inflation tient principalement de la fonction « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées ». La contribution de cette dernière à l’inflation est passée de 49,9 % à 60,6 % d’une semaine à l’autre.

Graphique 3. Évolution du taux d’inflation hebdomadaire



Source : BCC sur base des données de l’INS.

L’inflation cumulée annuelle est ressortie à 16,082 % contre 11,607 % enregistrée la semaine passée, face à sa cible annuelle établie à 11,5 %. En glissement annuel, le taux d’inflation a atteint 23,483 % contre 9,132 % à la même période de 2022. Exception faite des années 2008,2009, 2016 et 2017, cette inflation en glissement annuel est nettement supérieure aux niveaux d’inflation enregistrés après l’éradication de l’hyperinflation en 2002 comme indiqué ci-dessous :

Tableau 1 : Résultats sur l’évolution de l’inflation modérée depuis 2002

	Inflation		Inflation		Inflation
2002	15,8 %	2010	9,8 %	2018	7,23 %
2003	4,4 %	2011	15,4 %	2019	4,6 %
2004	9,2 %	2012	2,7 %	2020	15,7 %
2005	21,3 %	2013	1,07 %	2021	5,7 %
2006	18,2	2014	1,03 %	2022	13,13 %
2007	9,9 %	2015	0,85 %		

2.2. Secteur des finances publiques

Le Plan de Trésorerie du mois de juillet table sur la réalisation d'un déficit de 71,6 milliards de CDF impulsé par le niveau des dépenses programmées en raison de l'échéance fiscale.

2.2.1. Exécution des Opérations Financières de l'Etat en juillet 2023

Au cours du mois de juin 2023, la balance des opérations financières de l'Etat a affiché un déficit de 230,0 milliards de CDF contre celui programmé de 785,5 milliards. Les recettes mobilisées pour le mois ont atteint 1.396,5 milliards de CDF contre des dépenses de l'ordre de 1.626,5 milliards.

En cumul annuel, le Trésor a également réalisé un déficit de 614,8 milliards de CDF contre celui programmé de 167,1 milliards. Au premier semestre de l'année 2023, les recettes recouvrées se sont chiffrées à 7.291,8 milliards, soit un taux de réalisation de 75,7 %. Du côté des dépenses publiques, la même tendance baissière s'est poursuivie. En effet, les dépenses effectuées se sont établies à 9.303,1 milliards, enregistrant ainsi un taux d'exécution de 79,9 %.

Par ailleurs, au 14 juillet 2023, l'exécution du plan de trésorerie de l'Etat s'est clôturée par un déficit de 736,4 milliards de CDF, résultant des recettes de l'ordre de 838,4 milliards et des dépenses de 1.574,8 milliards. Ce gap de financement a été entièrement couvert par l'appui budgétaire de la Banque mondiale dont une partie a servi au remboursement des titres publics échus à hauteur de 90,5 milliards de CDF.

Les régies financières ont enregistré un taux de mobilisation de 35 % sur un montant prévisionnel de 2.371,1 milliards de CDF pour le mois. Concernant l'effort de mobilisation, il y a lieu de relever que la DGI a mobilisé 585,5 milliards de CDF. La DGDA et la DGRAD, quant à elles, ont collecté chacune 135,8 milliards de CDF et 117,1 milliards.

S'agissant des dépenses publiques, leur taux d'exécution a été de 64 % sur une prévision mensuelle de milliards de CDF. Les décaissements effectués ont principalement concerné les rubriques suivantes : « élections », « subventions » ainsi que « frais de fonctionnement des institutions et ministères ».

En cumul annuel, au 14 juillet 2023, la balance des opérations financières de l'Etat affiche un déficit de 1.351,2 milliards de CDF, traduit par les recettes de l'ordre de 9.526,7 milliards contre des dépenses de 10.877,9 milliards.

❖ Situation des Bons et Obligations du Trésor

Le calendrier indicatif des émissions des Bons et Obligations du Trésor prévoit, pour le troisième trimestre 2023, un import de 470,0 milliards de CDF à lever sur le marché intérieur en août et septembre. Aucune émission n'est prévue en juillet en raison de l'échéance fiscale relative au paiement, par les contribuables, du 2^{ème} acompte provisionnel de l'impôt sur le bénéfice et profit.

Concernant les remboursements des titres échus, il y a lieu de souligner qu'au 14 juillet 2023, le Trésor a globalement remboursé 181,0 milliards de CDF la moitié au titre des Bons du Trésor et le reste pour compte des Obligations du Trésor.

2.3. Secteur extérieur

Au cours de la semaine sous analyse, le marché des changes a été caractérisé par une dépréciation de la monnaie nationale sur les deux segments du marché, comparativement à la semaine précédente. Par ailleurs, les réserves internationales se sont améliorées, en volume et en termes de couverture d'importations des biens et services sur ressources propres. Les cours mondiaux de principaux produits de base intéressant l'économie congolaise ont évolué de manière distincte.

2.3.1. Marché des changes, Budget en devises et réserves internationales

Au 14 juillet 2023, le taux de change indicatif s'est établi à 2.462,52 CDF le dollar américain contre 2.426,97 CDF le dollar le 07 juillet 2023, soit une dépréciation hebdomadaire du Franc congolais de 1,44 % contre celle de 0,66 % réalisée une semaine auparavant. Au marché parallèle, la monnaie nationale s'est dépréciée de 3,61 % après une dépréciation de 3,64 % notée la semaine précédente. Le taux parallèle s'est établi à 2.635,00 CDF le dollar américain après 2.540,00 CDF précédemment.

Dans les grandes villes des provinces, le taux de change moyen s'est situé à 2.497,30 CDF le dollar américain contre 2.417,89 CDF observé le 07 juillet 2023, soit une dépréciation hebdomadaire de 3,18 % contre celle de 0,71 % réalisée la semaine précédente.

Cette évolution demeure la résultante d'une offre des devises insuffisante sur le marché des changes, en dépit de la cession de 50,0 millions opérée le 13 juillet 2023. Les besoins des banques en devises se situent à 335,3 millions de USD revenant d'un niveau de 911,0 millions noté le 13 juillet 2023.

Au 13 juillet 2023 le solde du budget en devises indique un excédent de 466,82 millions découlant des recettes de 763,73 millions (dont l'appui budgétaire de 500 millions de la Banque mondiale) et des dépenses de 296,92 millions.

Les réserves internationales se sont établies à 5,09 milliards de USD au 13 juillet 2023, représentant une couverture d'importations de 2,75 mois.

2.3.2. Évolution des cours des produits de base

Au 13 juillet 2023, le cours du pétrole a augmenté hebdomadairement de 5,7 %, après l'augmentation de 4,34 %, enregistrée la semaine précédente, s'établissant à 81,3 USD le baril, sous l'impulsion des annonces de réduction de l'offre par la Russie et l'Arabie saoudite.

Si le prix du cobalt s'est maintenu à son niveau de la semaine précédente, soit 28.830,0 SUD la tonne, les prix de la tonne de cuivre et de l'once d'or se sont accrus respectivement de 4,3 % et 2,0 % comparativement à leurs niveaux de la semaine précédente, se situant à 8.629,5 USD et 1.957,0 USD, en raison de l'accélération de la demande notamment en Chine, pour le premier et en Inde pour le second.

S'agissant des produits agricoles, il a été observé une stagnation du prix de la tonne de maïs à 184,33 USD. Le prix de la tonne du riz a progressé de 331,74 USD le 06 juillet à 338,96 USD le 13 juillet, en raison de la poussée de la demande essentiellement des pays asiatiques. Cependant, le prix du blé a légèrement baissé de 0,2 %, se situant à 236,51 USD et 184,33 USD la tonne, à la suite de l'accroissement de l'offre russe.

2.3.3. Balance des biens

A fin mai 2023, le volume des échanges des biens entre la RDC et le reste du monde a reculé de 13,14 %, en raison de la baisse tant de la valeur des importations que celle des exportations par rapport à la période de correspondante de 2022.

La balance commerciale affiche un excédent de 2.613,04 millions d'USD contre celui de 3.253,72 millions enregistré une année plus tôt. Rapproché au PIB, cet excédent représente 3,81 % contre 4,94 % en 2022.

2.4. Secteur Monétaire

La Banque Centrale du Congo a procédé au deuxième relèvement de son taux directeur depuis le début de l'année, ce dernier est passé de 9,0 à 11,0 % l'an en date du 19 juin 2023. En outre, l'Institut d'Emission a également augmenté le coefficient de la réserve obligatoire sur les dépôts en monnaie nationale qui est passé de 0 % à 10,0 %. Les niveaux des autres coefficients de la réserve obligatoire ont été maintenus inchangés par rapport à leurs niveaux de 2022, à savoir : 0,0% pour les dépôts en monnaie nationale à terme, 13,0% et 12,0% respectivement pour les dépôts à vue et à terme en monnaies étrangères. L'instruction ad hoc sur les modalités de calcul de la réserve obligatoire a été adressée aux banques le 15 juillet 2023.

Quant aux fourchettes d'appels d'offres des Bons BCC, elles continuent à connaître des ajustements délibérés, guidés par la nécessité d'une modulation maximale de la liquidité.

2.4.1. Comportement des agrégats monétaires

Au 14 juillet 2023, la monnaie centrale a enregistré une croissance hebdomadaire de 3,9 %, pour s'établir à 7.912,8 milliards de CDF. Cet accroissement découle de l'augmentation des actifs intérieurs nets de 624,8 milliards de CDF alors que les avoirs extérieurs nets ont baissé de 322,7 milliards de CDF.

S'agissant des composantes, l'augmentation de la base monétaire est attribuable aux hausses enregistrées tant par les engagements envers les autres institutions de dépôts que de la circulation fiduciaire respectivement de 272,3 milliards de CDF et 27,1 milliards de CDF.

De même, les passifs monétaires au sens large ont enregistré une forte hausse hebdomadaire de 5,9 % pour s'établir à 30.482,3 milliards de CDF. Cette augmentation de l'offre de monnaie tient de la forte hausse enregistrée par les actifs intérieurs nets à hauteur de 4.029,2 milliards de CDF imputables aux créances sur les autres secteurs plus précisément sur les créances sur le secteur privé. Par contre, les actifs extérieurs nets ont enregistré une forte baisse de 2.307,5 milliards.

Pour ce qui est des composantes, la hausse des passifs monétaires au sens large est notamment localisée principalement au niveau des dépôts transférables.

2.4.2. Marché monétaire

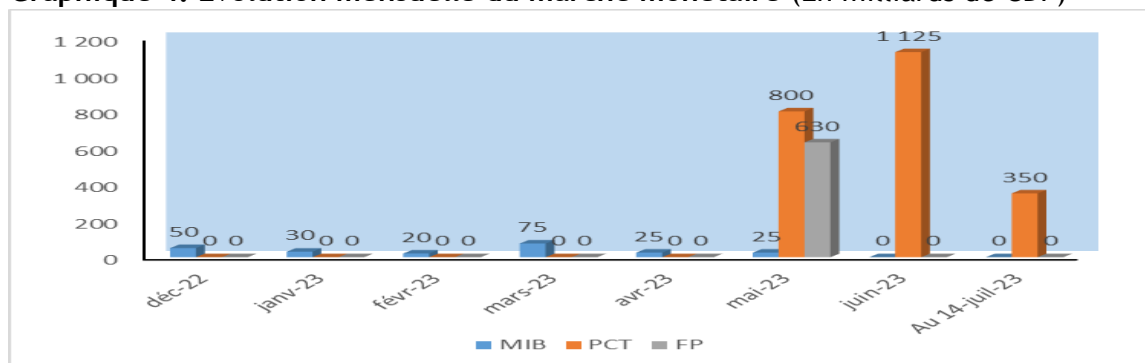
Au 14 juillet 2023, le guichet des prêts à court terme affiche un volume mensuel d'opérations à hauteur de 350,0 milliards de CDF. En cumul annuel, au 14 juillet 2023, le volume des transactions enregistré sur ce guichet se situe à 2.275,0 milliards de CDF contre celui de 4.015,5 milliards observé en 2022.

Le guichet des facilités permanentes, quant à elle, affiche un volume annuel cumulé des opérations de 630,0 milliards de CDF contre celui de 687,5 milliards, enregistré en 2022.

Le marché interbancaire n'a enregistré aucune opération durant les deux premières semaines du mois de juillet 2023. En cumul annuel, le volume des opérations y enregistré se situe à 175,0 milliards de CDF contre celui de 1.306,0 milliards pour l'année 2022.

Quant aux taux d'intérêt appliqués sur les différents guichets, ils se situent à 8,00 %, 11,0 % et 12,0 %, respectivement sur le marché interbancaire, des prêts à court terme et celui des facilités permanentes.

Graphique 4. Évolution mensuelle du marché monétaire (En milliards de CDF)



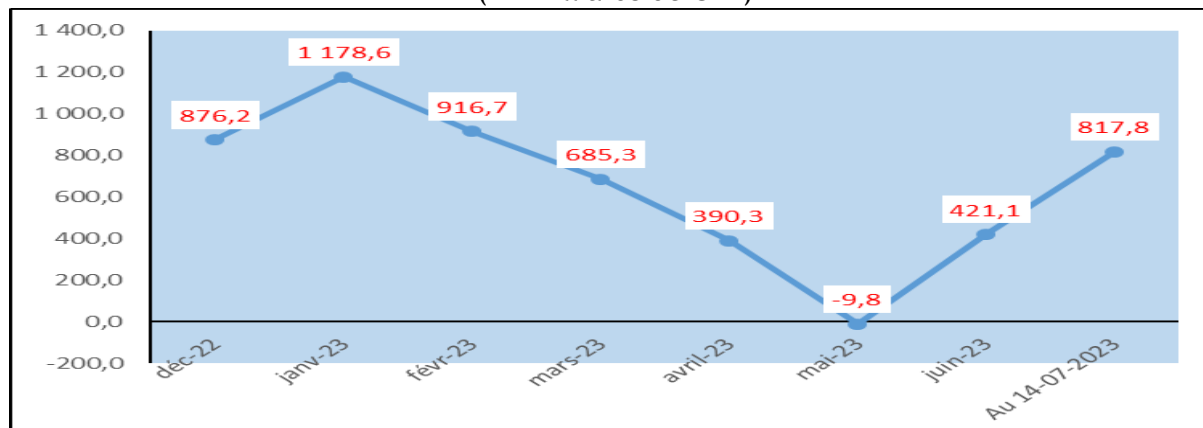
Source : Banque Centrale du Congo.

2.4.3. Évolution de la position nette des avoirs en monnaie nationale des banques commerciales en compte courant à la BCC

Au 14 juillet 2023, les avoirs des banques commerciales en monnaie nationale en compte courant à la Banque Centrale du Congo ont enregistré une hausse hebdomadaire de 272,1 milliards de CDF, pour se situer à 3.193,4 milliards.

La réserve obligatoire en monnaie nationale notifiée étant de 2.375,6 milliards, il se dégage une position nette des avoirs en monnaie nationale des banques commerciales positive de 817,8 milliards de CDF contre un niveau de 545,7 milliards une semaine auparavant. Par ailleurs, la réserve obligatoire en devises se situe à 321,8 milliards de CDF.

Graphique 5. Évolution de la position nette des avoirs en monnaie nationale des banques commerciales en compte courant à la BCC (En milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

2.4.4. Dynamisme de l'activité bancaire

A fin juin 2023, les dépôts de la clientèle ont connu une hausse mensuelle 2,22 %, pour s'établir à 11.106,6 millions d'USD. La structure de dépôts a été dominée par les dépôts des petites et moyennes entreprises et des entreprises privées qui ont représenté respectivement 33,3 % et 32,5 % du total, suivis de ceux des entreprises publiques, des ménages et de l'Administration publique qui atteignent respectivement 12,0 %, 11,1 % et 4,2 %.

De même, les crédits bruts ont enregistré une hausse mensuelle de 21,23 %, s'établissant à 6.705,14 millions d'USD contre un niveau de 5.530,8 millions à fin mai 2023. Cette situation découle principalement des crédits octroyés aux entreprises privées, publiques ainsi qu'aux ménages. Quant à la ventilation par monnaie, les crédits restent dominés par ceux en devises.

2.4.5. Évolution de l'émission monétaire

L'émission monétaire nette cumulée s'est établie à 685,3 milliards de CDF, tenant d'une mise en circulation fiduciaire de 745,4 milliards et des destructions de 60,1 milliards de CDF. Les billets recyclés se sont établis à 2.886,0 milliards dont 64,9 % en provinces.

2.5. Etat des instruments de la politique monétaire

2.5.1. Le taux directeur

La Banque Centrale du Congo a procédé à son deuxième relèvement de son taux directeur, lequel est passé de 9,0 à 11 % l'an en date du 19 juin 2023. Cette hausse vise à éviter l'ancrage des anticipations inflationnistes dans les chefs des agents économiques, dans un contexte marqué par la persistance des incertitudes au niveau mondial surtout en ce qui concerne la croissance et l'inflation.

2.5.2. Les coefficients de la réserve obligatoire

En date du 19 juin 2023, le Comité de Politique Monétaire a décidé de l'augmentation du coefficient de la réserve obligatoire sur les dépôts à vue en monnaie nationale, passant de 0 % à 10,0 %. Les niveaux des autres coefficients de la réserve obligatoire ont été maintenus inchangés par rapport à leurs niveaux de 2022, à savoir : 0,0% pour les dépôts en monnaie nationale à terme, 13,0% et 12,0% respectivement pour les dépôts à vue et à terme en monnaies étrangères.

2.5.3. Les fourchettes d'appels d'offres des bons BCC

Lors de la séance d'adjudication du 12 juillet 2023, il a été proposé de porter les adjudications des Bons BCC à 420,0 milliards de CDF, répartis à travers les bornes supérieures des fourchettes des titres suivants : Bon BCC à 7 jours : 330,0 milliards de CDF, Bon BCC à 28 jours : 60,0 milliards de CDF et Bon BCC à 84 jours : 30,0 milliards de CDF.

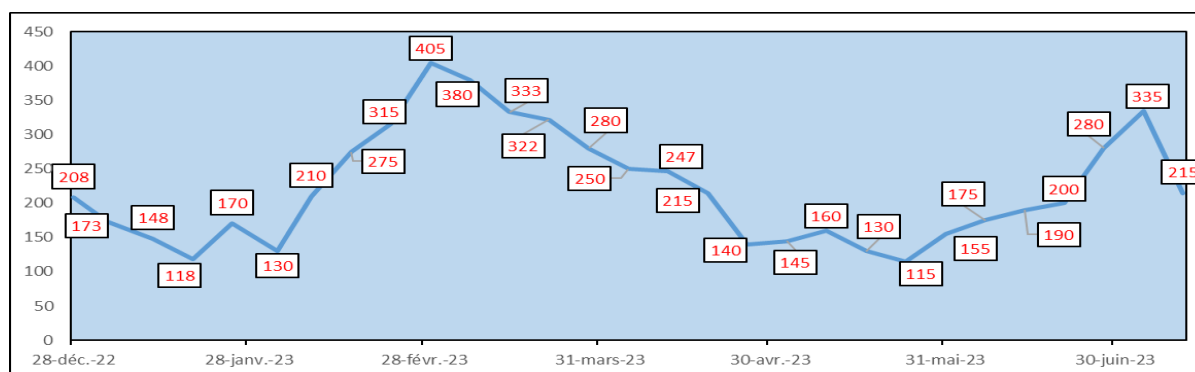
Tableau 2. Résultats de la séance d'adjudication du mercredi 12 juillet 2023

Titres de la BCC	Bornes supérieures des Fourchettes d'appel d'offre proposées (En milliards de CDF)	Soumissions Reçues (En milliards de CDF)	Soumissions Retenues (En milliards de CDF)
Bon BCC à 7 jours	330,00	165,00	165,00
Bon BCC à 28 jours	60,00	5,00	5,00
Bon BCC à 84 jours	30,00	0,00	0,00

Source : Banque Centrale du Congo.

Par rapport aux résultats, les soumissions proposées ont porté sur les titres à 7 et 28 jours, pour un import de 170,0 milliards de CDF. La totalité du montant a été retenue.

Graphique 6. Évolution de l'encours des Bons BCC (en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

Ainsi, l'encours des Bons BCC est passé de 335,0 milliards de CDF à 215,0 milliards, soit une injection hebdomadaire de 120,0 milliards. Cet encours est réparti de la manière suivante : 165,0 milliards de CDF pour la maturité à 7 jours et 50,0 milliards pour celle à 28 jours. En cumul annuel, au 14 juillet 2023, les charges des Bons BCC se sont situées à 10.094,80 millions de CDF.

2.6. Recommandations

Au regard de la gravité de la situation actuelle, « aux grands maux, les grands remèdes ». Les réactions doivent être draconiennes pour endiguer les évolutions délétères actuelles :

- L'arrêt des paiements en espèces du Trésor aux guichets de la Banque Centrale lesquels, dans les pratiques internationalement admises, sont destinés exclusivement à l'alimentation des banques commerciales ;
- La cession des montants conséquents des devises sur le marché des changes pour éviter, qu'avec des ventes faibles, les banques bénéficiaires de ces devises en position oligopolistique ne puissent les revendre à des taux surfaités aggravant ainsi la surchauffe ;
- La levée du coefficient de réserve obligatoire 10% à appliquer sur le stock et non le flux des dépôts en vue en monnaie nationale à l'effet de permettre une ponction significative des réserves obligatoires à loger dans un compte indisponible et de résorber la liquidité excédentaire ;
- L'annihilation de la marge de négativité du taux directeur réel de manière à prévenir le désencrage des anticipations inflationnistes ainsi que la fuite devant la monnaie nationale, booster l'attractivité des bons BCC et élargir conséquemment les pontions de la liquidité via les ventes des BTR, casser la demande spéculative du crédit et ponctionner la liquidité bancaire excédentaire sans cesse croissante ;
- Le renforcement de la coordination des politiques monétaire et budgétaire en ce mois d'échéance fiscale devant se caractériser par la réalisation d'un excédent budgétaire à l'effet de consolider les ponctions visées dans le cadre de la politique monétaire et de change.

ANNEXES

Tableau 1. Evolution de l'indice national des prix à la consommation des ménages

Evolution de l'indice national des prix à la de consommation des ménages									
Année	Mois et semaine	Indice hebdomadaire	Inflation hebdomadaire	Inflation cumulée	Indice annualisé	Inflation annualisée	Indice mensuel	Inflation mensuelle	Inflation en glissement annuel
2022	Décembre						335,973	1,416%	
	I	332,06	0,236%	11,816%	335,168	12,862%			12,688%
	II	332,83	0,230%	12,074%	335,158	12,858%			12,794%
	III	333,84	0,306%	12,416%	335,411	12,944%			12,988%
	IV	334,89	0,312%	12,767%	335,676	13,033%			13,103%
2023	V	335,97	0,324%	13,133%	335,973	13,133%			13,133%
	Janvier						344,521	2,544%	
	I	336,56	0,174%	0,174%	367,838	9,484%			13,266%
	II	341,10	1,350%	1,527%	498,182	48,280%			14,688%
	III	343,71	0,764%	2,303%	498,511	48,378%			15,367%
	IV	344,52	0,236%	2,544%	465,750	38,627%			15,467%
	Février						349,999	1,590%	
	I	345,31	0,230%	2,780%	446,828	32,995%			15,599%
	II	345,89	0,168%	2,952%	432,317	28,676%			15,670%
	III	348,00	0,610%	3,580%	436,303	29,863%			16,266%
	IV	350,00	0,574%	4,175%	438,291	30,454%			16,819%
	Mars						355,161	1,475%	
	I	350,96	0,275%	4,461%	432,330	28,680%			17,003%
	II	351,90	0,267%	4,740%	427,450	27,227%			17,083%
	III	353,23	0,380%	5,138%	425,760	26,724%			17,036%
	IV	354,30	0,302%	5,456%	422,936	25,884%			17,009%
	V	355,16	0,242%	5,711%	419,554	24,877%			16,894%
Avril						358,748	1,010%		
I	356,15	0,277%	6,004%	417,215	24,181%			16,703%	
II	356,67	0,146%	6,159%	413,321	23,022%			16,639%	
III	357,39	0,203%	6,374%	410,698	22,242%			16,635%	
IV	358,75	0,380%	6,779%	410,616	22,217%			16,867%	
Mai						361,594	0,793%		
I	359,51	0,213%	7,006%	408,562	21,606%			16,897%	
II	360,23	0,201%	7,221%	406,607	21,024%			16,868%	
III	360,97	0,204%	7,440%	404,887	20,512%			16,774%	
IV	361,59	0,173%	7,626%	403,029	19,959%			16,568%	
Juin						369,883	2,292%		
I	362,43	0,232%	7,876%	401,908	19,625%			16,421%	
II	364,26	0,505%	8,421%	403,356	20,056%			16,729%	
III	366,82	0,702%	9,182%	406,412	20,966%			17,287%	
IV	367,70	0,240%	9,445%	405,348	20,649%			17,300%	
V	369,88	0,593%	10,093%	407,215	21,205%			17,700%	
Juillet									
I	374,97	1,375%	11,607%	415,102	23,552%			19,022%	
II	390,00	4,010%	16,082%	443,183	31,910%			23,483%	

Source : INS

Tableau 2. Baromètre de conjoncture de l'économie congolaise : Solde d'opinions pondérées (en %)

Branche	2022					2023				
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai
Solde global	27,8	28,3	27,5	27,2	27,0	31,2	31,5	32,1	32,9	33,8
Industrie manufacturière	10,4	10,1	4,8	4,1	3,8	8,7	7,4	7,2	6,6	11,0
Electricité et Eau	14,4	21,7	14,0	18,9	19,5	22,9	25,7	25,8	27,3	24,0
Industrie extractive	31,9	33,3	31,3	30,7	30,6	36,6	36,7	38,4	39,0	39,1
Construction	15,2	16,5	8,7	5,0	11,7	21,7	19,2	25,2	26,9	28,7
Services	13,6	17,5	12,8	12,7	11,2	11,6	14,2	17,9	16,5	15,2

Source : BCC

Tableau 3. Estimation du taux de croissance par l'approche de la production

BRANCHES D'ACTIVITES	fin decembre 2021			fin decembre 2022		
	Variation (%)	Contr.Cr ois.PIB Reel (%)	Contrib en point de	Variation (%)	Contr.Cr ois.PIB Reel (%)	Contrib en point de croiss
Secteur primaire	7,5	54,9	3,41	15,6	80,4	7,18
Agriculture, forêt, élevage, chasse et p	2,4	5,9	0,37	2,4	4,0	0,36
Agriculture	2,8	6,8	0,42	2,4	3,9	0,34
Vivrière	3,1	7,2	0,45	2,6	4,1	0,36
Rente	-10,2	-0,4	-0,02	-9,7	-0,2	-0,02
Sylviculture	-9,9	-0,9	-0,06	2,7	0,2	0,01
Élevage, pêche et chasse	3,0	0,0	0,00	2,6	0,0	0,00
Extraction	10,14	49,0	3,04	21,93	76,4	6,82
Extraction des hydrocarbures	1,8	0,1	0,003	6,3	0,1	0,010
Extraction des minéraux, pierres et a	10,2	49,0	3,04	22,0	76,3	6,81
Secteur secondaire	3,2	8,1	0,505	2,8	4,7	0,422
Industries manufacturières	4,1	6,9	0,43	2,4	2,8	0,25
Industries alimentaires,boissons et ta	4,6	6,5	0,41	2,5	2,4	0,21
Autres industries manufacturières	1,4	0,4	0,02	2,2	0,4	0,04
Electricité, gaz, vapeur et eau	3,9	0,4	0,02	3,3	0,2	0,02
Bâtiment et travaux publics	1,1	0,8	0,05	3,5	1,7	0,15
Secteur tertiaire	5,6	34,1	2,11	3,3	13,9	1,24
Transports et Télécommunication	9,8	19,7	1,22	4,5	6,6	0,59
Transports	4,1	4,4	0,27	2,7	2,0	0,17
Télécommunication	16,2	15,4	0,95	6,5	4,7	0,42
Commerce	3,9	8,7	0,54	2,7	4,2	0,37
Autres services marchands	3,4	4,9	0,30	3,0	2,8	0,25
Banques et assurances	3,2	0,8	0,05	5,9	0,9	0,08
Autres services	3,5	4,1	0,26	2,4	1,9	0,17
Services d'administration publique	2,0	1,1	0,07	2,0	0,7	0,06
Education	2,0	0,0	0,00	3,0	0,0	0,00
Santé	4,0	0,0	0,00	4,0	0,0	0,00
Autres services non marchands	2,0	1,0	0,06	2,0	0,7	0,06
SIFIM	3,2	-0,4	-0,02	5,9	-0,5	-0,04
PIB au prix de base	6,1	97,1	6,0	8,9	99,0	8,8
Taxes sur les produits	17,3	2,9	0,2	7,7	1,0	0,1
PIB aux prix constants	6,2	100,0	6,2	8,9	100,0	8,9
PIB hors mines	4,5	51,0	3,2	3,1	23,6	2,1

Source : BCC, suivant les données de la CESC. (e) Estimation

Tableau 4. Exécution des opérations financières de l'Etat
(En milliards de CDF, sauf indication contraire)

RUBRIQUES	REALISATIONS 2023		MOIS DE JUIN 2023			CUMUL JUIN 2023			VARIATION 2023/2022		REALISATIONS
	Mois de Juin	Cumul Juin	Program.	Réal	Exéc. en %	Program.	Réal	Exéc. en %	Juin	Cumul Juin	au 14/07/2023
Douanes et accises (DGDA)	304,4	1699,1	400,4	474,7	118,6	2361,9	2319,7	98,2	55,9	36,5	135,8
Impôts directs et indirects (DGI)	497,7	6336,5	511,6	555,9	108,7	7037,2	4718,9	67,1	11,7	-25,5	585,5
Recettes non fiscales (DGRAD)	256,7	1386,9	313,5	345,4	110,2	1635,9	1413,7	86,4	34,6	1,9	117,1
Pétroliers Producteurs	48,4	303,6	65,0	20,5	31,5	298,5	178,9	59,9	-57,7	-41,1	0,0
Dons et autres recettes	360,3	379,3	74,1	0,0	0,0	148,2	57,0	0,0	-100,0	-85,0	0,0
Total revenus et dons	1467,5	10105,3	1364,6	1396,5	102,3	11481,7	8688,3	75,7	-4,8	-14,0	838,4
Dépenses courantes	1244,7	6799,5	1163,5	1240,1	106,6	7099,4	6913,9	97,4	-0,4	1,7	655,9
Salaires	617,6	3217,1	568,3	543,9	95,7	3397,0	3503,7	103,1	-11,9	8,9	67,7
Intérêt sur la dette	20,3	80,4	43,9	10,4	23,8	155,7	98,3	63,2	-48,5	22,3	18,3
dont dette extérieure	2,7	20,2	32,8	3,5	10,6	88,5	36,0	40,7	27,0	78,1	0,2
Frais de fonct. Inst. et Min.	401,0	1908,3	275,6	451,3	163,8	1796,1	2160,8	120,3	12,6	13,2	211,1
Institutions Politiques	218,0	899,9	119,5	188,6	157,8	721,5	869,0	120,4	-13,5	-3,4	122,3
Ministères	183,0	1008,4	156,0	262,7	168,4	1074,6	1291,8	120,2	43,5	28,1	88,8
Dépenses en capital	375,0	1484,5	246,3	277,4	112,6	1727,7	773,0	44,7	-26,0	-47,9	138,3
Amortissement de la dette	10,9	139,8	35,9	20,0	55,7	287,6	166,5	57,9	82,8	19,1	13,3
Autres dépenses	296,9	828,0	704,4	89,0	12,6	2534,0	1449,7	57,2	-70,0	75,1	767,3
dont élections	139,4	239,2	0,0	0,0		290,0	239,9		-100,0	0,3	488,9
Total dépenses (+amort. dette)	1927,6	9251,8	2150,1	1626,5	75,6	11648,8	9303,1	79,9	-15,6	0,6	1574,8
Solde de trésorerie	-460,1	853,5	-785,5	-230,0		-167,1	-614,8		-50,0	-172,0	-736,4

Source : BCC, sur la base du PTR du secteur public (Ministère des Finances/DTO).

Tableau 5. Cours des produits miniers et énergétiques

	30-déc-22	31-janv-23	28-févr-23	31-mars-23	28-avr-23	31-mai-23	30-juin-23	06-juil-23	13-juil-23	Var hebd en %
Pétrole (brent) \$/baril	86,0	82,8	84,1	84,1	79,1	72,9	75,0	76,9	81,3	5,7
Cuivre LME \$/tm	8 379,0	9 087,0	8 843,4	8 935,0	8 590,0	8 016,2	8 327,5	8 272,5	8 629,5	4,3
Cobat LME \$/t	56 026,5	51 434,9	51 434,9	34 172,2	34 260,5	34 247,0	28 839,1	28 830,0	28 830,0	-
Or New York \$/ot	1 824,8	1 926,8	1 831,5	1 960,6	1 988,1	1 974,6	1 908,4	1 919,4	1 957,0	2,0

Source : les échos.

Tableau 6. Cours des produits agricoles

	30-déc-22	31-janv-23	28-févr-23	31-mars-23	28-avr-23	31-mai-23	30-juin-23	06-juil-23	13-juil-23	Var hebd en %
Riz Chicago \$/t	405,96	393,93	382,34	386,09	385,17	381,68	331,57	331,74	338,96	2,2
Blé Chicago \$/t	290,81	279,04	259,41	256,65	226,62	220,99	237,13	236,95	236,51	0,2
Mais Chicago \$/t	249,45	250,37	236,07	244,63	214,12	219,97	199,63	184,33	184,33	-

Source : les échos.

Tableau 7. Evolution comparative de la balance des biens 2022-2023 (en millions de USD)

	CUMUL A FIN MAI 2023		
	2022 ⁽¹⁾	2023 ⁽²⁾	Variation (%)
EXPORTATIONS	12 372,95	10 640,11	-14,01
IMPORTATIONS	9 119,23	8 027,07	-11,98
SOLDE	3 253,72	2 613,04	-19,69

Source : Banque Centrale du Congo (BCC) sur base des données de la DGDA, l'OCC et la Commission Interministérielle

(1) 2022 : Situation de la balance des paiements provisoire.

(2) Janvier à mars 2023 : Situation de la Balance des Paiements provisoire

(2) Avril à Mai : Situation en accélération tirée du système bancaire (ISYS-DDR) et de la douane.

Tableau 8. Evolution du taux de change à Kinshasa

	Taux indicatif	Taux parallèle			Taux indicatif	Taux parallèle			Ecart parallèle moyen - indicatif	
		acheteur	vendeur	moyen		acheteur	vendeur	moyen	en %	en CDF
31-déc.-21	1 999,97	2 040,00	2 049,33	2 044,67						
30-déc.-22	2 016,91	2 126,67	2 150,00	2 138,33	-0,84	-4,08	-4,68	-4,38	6,02	121,42
	Taux de change CDF/1 USD				Var. en % fin déc 2022				Ecart parallèle moyen - indicatif	
31-janv.-23	2 032,50	2 198,33	2 220,00	2 209,17	-0,77	-3,26	-3,15	-3,21	8,69	176,67
28-févr.-23	2 036,23	2 291,67	2 311,67	2 301,67	-0,95	-7,20	-6,99	-7,10	13,04	265,44
31-mars-23	2 036,70	2 312,50	2 330,75	2 321,63	-0,97	-8,04	-7,76	-7,89	13,99	284,93
28-avr.-23	2 230,64	2 332,00	2 345,00	2 338,50	-9,58	-8,81	-8,32	-8,56	4,84	107,87
31-mai-23	2 307,70	2 349,50	2 367,50	2 358,50	-12,60	-9,48	-9,19	-9,34	2,20	50,80
16-juin-23	2 365,53	2 407,50	2 438,00	2 422,75	-14,74	-11,66	-11,81	-11,74	2,42	57,22
19-juin-23	2 366,18	2 408,75	2 438,75	2 423,75	-14,76	-11,71	-11,84	-11,78	2,43	57,57
20-juin-23	2 364,35	2 408,75	2 440,00	2 424,38	-14,69	-11,71	-11,89	-11,80	2,54	60,02
21-juin-23	2 368,94	2 411,25	2 440,00	2 425,63	-14,86	-11,80	-11,89	-11,84	2,39	56,68
22-juin-23	2 389,58	2 411,25	2 440,50	2 425,88	-15,60	-11,80	-11,90	-11,85	1,52	36,29
23-juin-23	2 351,52	2 425,50	2 445,50	2 435,50	-14,23	-12,32	-12,08	-12,20	3,57	83,98
29-juin-23	2 411,02	2 440,00	2 455,00	2 447,50	-16,35	-12,84	-12,42	-12,63	1,51	36,48
7-juil.-23	2 426,97	2 525,00	2 555,00	2 540,00	-16,90	-15,78	-15,85	-15,81	4,66	113,03
14-juil.-23	2 462,52	2 615,00	2 655,00	2 635,00	-18,10	-18,67	-19,02	-18,85	7,00	172,48

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau 9. Evolution taux de change en provinces

	LUBUMBASHI	MATADI	BOMA	KANANGA	MBUJIMAYI	MBANDAKA	KISANGANI	BUKAVU	GOMA	BANDUNDU	KINDU	MOYENNE
31 mars 2023	2 260,00	2 291,67	2 289,17	2 225,00	2 284,40	2 275,00	2 225,00	2 262,29	2 215,00	2 290,00	2 300,00	2 265,23
28 avril 2023	2 260,00	2 301,67	2 291,67	2 280,00	2 305,00	2 325,00	2 290,00	2 295,08	2 250,00	2 300,00	2 300,00	2 290,77
26 mai 2023	2 275,00	2 313,33	2 321,67	2 320,00	2 328,75	2 325,00	2 325,00	2 322,50	2 332,56	2 350,00	2 300,00	2 319,44
2 juin 2023	2 325,00	2 313,33	2 325,00	2 340,00	2 328,75	2 325,00	2 325,00	2 322,29	2 329,21	2 350,00	2 300,00	2 325,78
9 juin 2023	2 325,00	2 308,33	2 334,17	2 340,00	2 355,00	2 325,00	2 325,00	2 324,17	2 329,21	2 343,75	2 308,33	2 328,91
16 juin 2023	2 362,50	2 365,00	2 364,17	2 350,00	2 355,00	2 400,00	2 350,00	2 340,83	2 361,75	2 362,50	2 385,00	2 363,34
23 juin 2023	2 390,00	2 370,00	2 380,83	2 350,00	2 355,00	2 435,00	2 375,00	2 393,33	2 475,00	2 375,00	2 385,00	2 389,47
29 juin 2023	2 392,50	2 388,33	2 386,67	2 350,00	2 417,50	2 435,00	2 375,00	2 393,33	2 475,00	2 410,00	2 385,00	2 400,76
7 juillet 2023	2 395,00	2 408,33	2 410,00	2 400,00	2 460,00	2 435,00	2 385,00	2 427,50	2 465,92	2 425,00	2 385,00	2 417,89
14 juillet 2023	2 545,00	2 533,33	2 525,83	2 500,00	2 630,00	2 435,00	2 450,00	2 464,58	2 511,50	2 490,00	2 385,00	2 497,30
variation hebdo au 29 juin 2023	-5,89	-4,93	-4,59	-4,00	-6,46	0,00	-2,65	-1,50	-1,81	-2,61	0,00	-3,18

Tableau 10. Évolution de la base monétaire

en Millions d'unités de monnaie nationale (MN)	Dec-22	Mar-23	Apr-23	May-23	Jun-23	Jul-23	var.hebdo (En milliards de CDF)	var.hebdo (En %)	
	au 30 Prov	au 31 Prov	au 28 Prov	au 31 Prov	au 29 Accélérée	au 07 Accélérée			
SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO_SBC_ISG							0		
							0		
ACTIFS EXTÉRIEURS NETS	4 524 092	3 597 364	3 759 873	3 792 449	5 570 165	6 989 286	6 666 572	-322 714	-4,62
<i>ACTIFS EXTÉRIEURS NETS (en millions de USD)</i>	<i>2 246</i>	<i>1 767</i>	<i>1 805</i>	<i>1 637</i>	<i>2 309</i>	<i>2 898</i>	<i>2 764</i>	<i>-134</i>	<i>-4,62</i>
CRÉANCES SUR LES NON-RÉSIDENTS	9 635 941	8 804 015	8 957 706	8 990 282	11 450 763	12 869 883	12 547 170	-322 714	-2,51
								0	
ENGAGEMENTS ENVERS LES NON-RÉSIDENTS	-5 111 850	-5 206 651	-5 197 834	-5 197 834	-5 880 597	-5 880 597	-5 880 597	0	0,00
								0	
ACTIFS INTERIEURS NETS	2 931 060	3 806 122	3 379 189	3 405 887	1 855 270	621 459	1 246 285	624 826	100,54
								0	
CRÉANCES INTERIEURES	3 713 509	4 728 254	4 240 118	4 282 252	3 978 873	4 361 705	4 543 511	181 806	4,17
CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	2 777 444	3 595 878	3 138 508	3 003 206	3 023 704	3 087 382	3 258 976	171 594	5,56
CRÉANCES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	4 008 946	3 998 077	3 996 316	3 994 157	3 994 157	3 994 157	3 994 157	0	0,00
<i>Dont Titres en MN</i>	<i>2 270 117</i>	<i>2 348 617</i>	<i>2 387 867</i>	<i>2 411 417</i>	<i>2 427 117</i>	<i>2 427 117</i>	<i>2 427 117</i>	<i>0</i>	<i>0,00</i>
<i>Avances et autres comptes suspects Trésor</i>	<i>1 738 830</i>	<i>1 649 460</i>	<i>1 608 449</i>	<i>1 582 740</i>	<i>1 567 040</i>	<i>1 567 040</i>	<i>1 567 040</i>	<i>0</i>	<i>0,00</i>
ENGAGEMENTS ENVERS L'ADMINISTRATION CENTRALE	-1 231 502	-402 199	-857 807	-990 950	-970 453	-906 775	-735 180	171 594	-18,92
								0	
CRÉANCES SUR LES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	832 357	1 016 149	992 031	1 165 044	835 719	1 154 872	1 165 084	10 212	0,88
<i>Dont Comptes RME</i>	<i>721 831</i>	<i>695 260</i>	<i>708 429</i>	<i>594 319</i>	<i>505 392</i>	<i>885 279</i>	<i>584 757</i>	<i>-300 522</i>	<i>-33,95</i>
<i>RME en millions de USD</i>	<i>358</i>	<i>341</i>	<i>340</i>	<i>257</i>	<i>210</i>	<i>361</i>	<i>245</i>	<i>-116</i>	<i>-32,23</i>
<i>Refinancement (Crédits autres institutions de dépôts)</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>290 000</i>	<i>0</i>	<i>150 000</i>	<i>250 000</i>	<i>100 000</i>	<i>66,67</i>
<i>Autres</i>	<i>110 526</i>	<i>320 889</i>	<i>283 602</i>	<i>280 726</i>	<i>330 327</i>	<i>119 593</i>	<i>330 327</i>	<i>210 734</i>	<i>176,21</i>
								0	
CRÉANCES SUR LES AUTRES SECTEURS	103 707	116 227	109 578	114 001	119 451	119 451	119 451	0	0,00
CRÉANCES SUR LES AUTRES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES	0	0	0	0	0	0	0	0	
CRÉANCES SUR LES ADMINISTRATIONS D'ÉTATS FÉDÉRÉS ET LOCALES	0	0	0	0	0	0	0	0	
CRÉANCES SUR LES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES PUBLIQUES	1	1	1	1	1	1	1	0	0,00
CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ	103 707	116 227	109 578	114 001	119 450	119 450	119 450	0	0,00
								0	
AUTRES POSTES NETS	-782 449	-922 132	-860 929	-876 365	-2 123 604	-3 740 245	-3 297 226	443 019	-11,84
<i>Dont Bon BCC</i>	<i>208 000</i>	<i>280 000</i>	<i>140 000</i>	<i>155 000</i>	<i>280 000</i>	<i>335 000</i>	<i>215 000</i>	<i>-120 000</i>	<i>-35,82</i>
TITRES AUTRES QU'ACTIENS EXCLUS DE LA MASSE MONÉTAIRE AU	0	0	0	0	0	0	0	0	
								0	
BASE MONÉTAIRE	7 455 152	7 403 486	7 139 061	7 198 336	7 425 435	7 610 745	7 912 857	302 112	3,97
CIRCULATION FIDUCIAIRE	3 796 882	3 908 778	3 932 358	4 000 456	4 184 727	4 248 728	4 275 864	27 137	0,64
<i>Circulation fiduciaire hors système bancaire</i>	<i>3 542 355</i>	<i>3 514 417</i>	<i>3 554 106</i>	<i>3 621 314</i>	<i>3 811 995</i>	<i>3 869 586</i>	<i>3 903 132</i>	<i>33 545</i>	<i>0,87</i>
<i>Circulation fiduciaire en banque (numéraire auprès des banques commerciales)</i>	<i>254 527</i>	<i>394 361</i>	<i>378 252</i>	<i>379 142</i>	<i>372 733</i>	<i>379 142</i>	<i>372 733</i>	<i>-6 409</i>	<i>-1,69</i>
ENGAGEMENTS ENVERS LES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	3 634 643	3 452 568	3 161 590	3 143 221	3 178 193	3 302 121	3 574 478	272 357	8,25
<i>Dont</i>								0	
<i>Avoirs des banques commerciales en comptes courants à la Banque centrale</i>	<i>3 251 839</i>	<i>3 060 873</i>	<i>2 765 853</i>	<i>2 747 476</i>	<i>2 796 696</i>	<i>2 921 297</i>	<i>3 193 361</i>	<i>272 064</i>	<i>9,31</i>
<i>Niveau notifié de la réserve obligatoire</i>	<i>2 375 596</i>	<i>2 375 597</i>	<i>2 375 597</i>	<i>2 375 598</i>	<i>2 375 598</i>	<i>2 375 598</i>	<i>2 375 598</i>	<i>0</i>	<i>0,00</i>
<i>Avoirs excédentaires des banques commerciales</i>	<i>876 242</i>	<i>685 276</i>	<i>390 256</i>	<i>371 878</i>	<i>421 097</i>	<i>545 699</i>	<i>817 763</i>	<i>272 064</i>	<i>49,86</i>
								0	
<i>** Niveau de la réserve obligatoire en monnaies étrangères</i>	<i>378 622</i>	<i>382 495</i>	<i>381 324</i>	<i>420 825</i>	<i>324 616</i>	<i>330 191</i>	<i>321 843</i>	<i>-8 348</i>	<i>-2,53</i>
<i>R.O en ME (En millions USD)</i>	<i>188</i>	<i>188</i>	<i>183</i>	<i>182</i>	<i>135</i>	<i>135</i>	<i>135</i>	<i>0</i>	<i>0,00</i>
ENGAGEMENTS ENVERS LES AUTRES SECTEURS	23 626	42 140	45 114	54 659	62 514	59 896	62 514	2 618	4,37

Source : Banque centrale du Congo.

Tableau 11. Offre de monnaie

en Millions d'unités de monnaie nationale (MN)	Dec-22	Mar-23	Apr-23	Mai-23	Jun-23	Jul-23	var.hebdo (En milliards de CDF)		var.hebdo (En %)
	au 30 Prov	au 31 Prov	au 28 Prov	au 31 Prov	au 29 Accélérée	au 07	au 14 Accélérée		
SITUATION DES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS_SID_3SG									
ACTIFS EXTÉRIEURS NETS	15 737 271	15 986 754	16 994 239	17 380 045	17 172 998	20 576 882	18 269 405	-2 307 478	-11,21
CRÉANCES SUR LES NON-RÉSIDENTS	22 220 018	21 660 333	22 531 568	23 043 774	25 295 926	26 923 375	26 392 333	-531 042	-1,97
ENGAGEMENTS ENVERS LES NON-RÉSIDENTS	-6 482 747	-5 673 579	-5 537 330	-5 663 729	-8 122 929	-6 346 492	-8 122 929	-1 776 436	27,99
								0	
ACTIFS INTÉRIEURS NETS	10 075 814	10 161 023	9 413 907	11 048 690	13 218 181	8 183 694	12 212 911	4 029 217	49,23
								0	
CRÉANCES INTÉRIEURES	13 956 745	14 316 089	14 490 983	16 355 903	19 798 113	16 445 528	20 033 385	3 587 858	21,82
CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE 3SG	1 454 894	2 687 149	2 304 038	2 153 942	2 156 258	2 238 117	2 391 530	153 413	6,85
CRÉANCES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	4 421 737	4 420 311	4 392 760	4 442 876	4 401 465	4 442 876	4 401 465	-41 411	-0,93
ENGAGEMENTS ENVERS L'ADMINISTRATION CENTRALE	-2 966 842	-1 733 162	-2 088 722	-2 288 934	-2 245 207	-2 204 759	-2 009 935	194 824	-8,84
CRÉANCES SUR LES AUTRES SECTEURS 3SG	12 501 851	11 628 940	12 186 945	14 201 961	17 641 855	14 207 410	17 641 855	3 434 445	24,17
CRÉANCES SUR LES AUTRES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES	0	0	0	0	0	0	0	0	
CRÉANCES SUR LES ADMINISTRATIONS DÉTATS FÉDÉRÉS ET LOCALES	210 742	177 557	209 910	383 011	486 059	383 011	486 059	103 048	26,90
CRÉANCES SUR LES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES PUBLIQUES	997 145	1 097 447	1 109 658	1 380 689	1 584 315	1 380 689	1 584 315	203 627	14,75
CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ	11 293 964	10 353 936	10 867 377	12 438 261	15 571 481	12 443 710	15 571 481	3 127 771	25,14
								0	
AUTRES POSTES (NET)	-3 880 931	-4 155 066	-5 077 076	-5 307 213	-6 579 932	-8 261 834	-7 820 475	441 359	-5,34
ACTIFS ET ENGAGEMENTS NON CLASSIFIÉS	114 992	53 860	-737 217	-766 524	-1 048 316	-3 036 305	-2 288 859	747 446	-24,62
DÉPÔTS EXCLUS DE MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	-101 782	-58 323	-54 811	-62 507	-47 615	-63 028	-47 615	15 412	-24,45
TITRES AUTRES QU' ACTIONS EXCLUS DE LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	0	0	0	0	0	0	0	0	
CRÉDITS	-7 706	-17 609	-61 672	-19 924	-20 706	-19 924	-20 706	-782	3,93
DÉRIVÉS FINANCIERS	0	0	0	0	0	0	0	0	
RÉSERVES TECHNIQUES D'ASSURANCE	0	0	0	0	0	0	0	0	
ACTIONS ET AUTRES TITRES DE PARTICIPATION	-3 886 434	-4 132 994	-4 223 376	-4 458 259	-5 463 295	-5 142 578	-5 463 295	-320 717	6,24
								0	
								0	
								0	
PASSIFS MONÉTAIRES AU SENS LARGE	25 813 085	26 147 778	26 408 146	28 428 735	30 391 178	28 760 576	30 482 315	1 721 739	5,99
NUMÉRAIRE HORS INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	3 542 355	3 514 417	3 554 106	3 621 314	3 811 995	3 869 586	3 903 132	33 545	0,87
DÉPÔTS TRANSFÉRABLES	14 894 471	15 259 177	15 159 436	16 427 044	17 629 806	16 509 727	17 629 806	1 120 079	6,78
AUTRES DÉPÔTS	7 376 258	7 374 184	7 694 603	8 380 377	8 949 377	8 381 263	8 949 377	568 114	6,78
TITRES AUTRES QU' ACTIONS	0	0	0	0	0	0	0	0	
								0	
DÉPÔTS EXCLUS DE MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	101 782	58 323	54 811	62 507	47 615	63 028	47 615	-15 412	-24,45
								0	
TITRES AUTRES QU' ACTIONS EXCLUS DE LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	0	0	0	0	0	0	0	0	
								0	
CRÉDITS	7 706	17 609	61 672	19 924	20 706	19 924	20 706	782	3,93
								0	
DÉRIVÉS FINANCIERS	0	0	0	0	0	0	0	0	
								0	
RÉSERVES TECHNIQUES D'ASSURANCE	0	0	0	0	0	0	0	0	
								0	
ACTIONS ET AUTRES TITRES DE PARTICIPATION	3 886 434	4 132 994	4 223 376	4 458 259	5 463 295	5 142 578	5 463 295	320 717	6,24
	3 995 923	4 208 926	4 339 859	4 540 690	5 531 616	5 225 529	5 531 616	306 087	5,86

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau 12. Autres institutions de dépôts

en Millions d'unités de monnaie nationale (MN)	Dec-22	Mar-23	Apr-23	May-23	Jun-23	Jul-23	var.hebdo (En milliards de CDF)	var.hebdo (En %)	
	au 30 Prov	au 31 Prov	au 28 Prov	au 31 Prov	au 29 Accélérée	au 07 Accélérée			
UTRES INSTITUTIONS DE I								0	
ACTIFS EXTÉRIEURS NETS	11 213 179	12 389 390	13 234 366	13 587 597	11 602 832	13 587 597	11 602 832	-1 984 764	-14,41
CRÉANCES SUR LES NON-RÉSIDENTS	12 584 076	12 856 319	13 573 862	14 053 492	13 845 164	14 053 492	13 845 164	-208 328	-1,48
ENGAGEMENTS ENVERS LES NON-RÉSIDENTS	-1 370 898	-466 929	-339 496	-465 895	-2 242 331	-465 895	-2 242 331	-1 776 436	-381,30
ACTIFS INTÉRIEURS NETS	11 389 045	10 813 719	10 141 555	11 640 377	15 211 045	11 640 377	15 211 045	3 570 668	30,67
CRÉANCES INTÉRIEURES	15 310 093	14 844 698	14 876 385	16 796 590	20 571 892	16 796 590	20 571 892	3 775 302	22,48
CRÉANCES SUR LA BANQUE CENTRALE	4 234 499	4 240 714	3 633 489	3 557 895	3 916 933	3 557 895	3 916 933	359 038	10,09
NUMÉRAIRE	254 527	394 361	378 252	379 142	372 733	379 142	372 733	-6 409	-1,69
DÉPÔTS ET TITRES AUTRES QU' ACTIONS DE RÉSERVES	3 586 716	3 467 422	2 998 690	2 807 326	3 056 114	2 807 326	3 056 114	248 788	8,86
AUTRES CRÉANCES SUR LA BANQUE CENTRALE	393 257	378 930	256 548	371 428	488 087	371 428	488 087	116 659	31,41
CRÉANCES NETTES SUR L' ADMINISTRATION CENTRALE	-1 322 550	-908 729	-834 470	-849 264	-867 446	-849 264	-867 446	-18 182	2,14
CRÉANCES SUR L' ADMINISTRATION CENTRALE	412 790	422 234	396 444	448 719	407 308	448 719	407 308	-41 411	-9,23
ENGAGEMENTS ENVERS L' ADMINISTRATION CENTRALE	-1 735 340	-1 330 963	-1 230 915	-1 297 984	-1 274 754	-1 297 984	-1 274 754	23 229	-1,79
CRÉANCES SUR LES AUTRES SECTEURS	12 398 143	11 512 713	12 077 367	14 087 960	17 522 405	14 087 960	17 522 405	3 434 445	24,38
CRÉANCES SUR LES AUTRES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CRÉANCES SUR LES ADMINISTRATIONS D'ÉTATS FÉDÉRÉS ET LOCALES	210 742	177 557	209 910	383 011	486 059	383 011	486 059	103 048	26,90
CRÉANCES SUR LES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES PUBLIQUES	997 144	1 097 447	1 109 658	1 380 688	1 584 315	1 380 688	1 584 315	203 627	14,75
CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ	11 190 257	10 237 709	10 757 799	12 324 260	15 452 031	12 324 260	15 452 031	3 127 771	25,38
AUTRES POSTES (NET)	-3 921 048	-4 030 979	-4 734 831	-5 156 214	-5 360 848	-5 156 214	-5 360 848	-204 634	3,97
ACTIFS ET ENGAGEMENTS NON CLASSIFIÉS	-958 563	-854 301	-1 457 143	-1 671 043	-1 554 178	-1 671 043	-1 554 178	116 865	-6,99
ACTIONS ET AUTRES TITRES DE PARTICIPATION	-2 954 779	-3 159 068	-3 216 015	-3 465 247	-3 785 964	-3 465 247	-3 785 964	-320 717	9,26
RÉSERVES TECHNIQUES D' ASSURANCE	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DÉRIVÉS FINANCIERS	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CRÉDITS	-7 706	-17 609	-61 672	-19 924	-20 706	-19 924	-20 706	-782	3,93
ENGAGEMENTS ENVERS LA BANQUE CENTRALE	261 180	557 572	515 073	415 551	331 292	415 551	331 292	-84 259	-20,28
DÉPÔTS TRANSFÉRABLES INCLUS DANS LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LAR	14 872 429	15 223 693	15 120 980	16 377 964	17 495 425	16 377 964	17 495 425	1 117 461	6,82
AUTRES DÉPÔTS INCLUS DANS LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	7 369 698	7 367 528	7 687 947	8 374 799	8 942 913	8 374 799	8 942 913	568 114	6,78
TITRES AUTRES QU' ACTIONS INCLUS DANS LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS L	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DÉPÔTS EXCLUS DE LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	98 916	54 315	51 920	59 659	44 246	59 659	44 246	-15 412	-25,83
TITRES AUTRES QU' ACTIONS EXCLUS DE LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LAR	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Pour mémoire :</i>								0	0
Dépôts de la clientèle des banques commerciales, en monnaie nationale	3 826 223	3 470 587	3 060 924	3 204 163	3 239 641	3 204 163	3 239 641	35 478	1,11
Dépôts de la clientèle des banques commerciales, en monnaies étrangères	19 472 193	19 671 185	20 176 307	21 964 152	23 548 516	21 964 152	23 548 516	1 584 364	7,21
Total dépôts de la clientèle des banques commerciales	23 298 416	23 141 772	23 237 230	25 168 315	26 788 157	25 168 315	26 788 157	1 619 842	6,44
Check	0	0	0	0	0	0	0	0	-111,11
Dépôts A VUE de la clientèle des banques commerciales.	18 633 591	18 409 716	18 514 556	20 050 454	21 289 789	20 050 454	21 289 789	1 239 335	6,18
Dépôts A TERME de la clientèle des banques commerciales.	4 664 826	4 732 056	4 722 674	5 117 861	5 498 368	5 117 861	5 498 368	380 507	7,43
<i>Vérification SID</i>								0	0
1. Crédits nets bancaires à la clientèle par terme (En mois de CDF)	10 760 167	10 404 588	10 792 538	12 811 869	16 172 224	12 811 869	16 172 224	3 360 355	26,23
dont								0	0
Crédits à long terme	685 771	538 950	621 971	714 405	757 381	714 405	757 381	42 976	6,02
Crédits à moyen terme	3 827 101	3 760 585	3 651 524	4 471 497	4 762 168	4 471 497	4 762 168	290 672	6,50
Crédits à court terme	4 875 934	4 381 860	4 449 830	6 007 259	8 727 201	6 007 259	8 727 201	2 719 942	45,28
Crédits nets en souffrance	1 371 361	1 723 193	2 069 214	1 618 709	1 925 474	1 618 709	1 925 474	306 765	18,95
<i>Ventilation des crédits par monnaies</i>								0	0
MN (en mois de CDF)	559 769	510 049	541 610	550 891	607 158	550 891	607 158	56 268	10,21
ME (en mois de USD)	5 058	4 859	4 921	5 293	6 453	4 998	6 509	1 511	30,24

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau 13. Émission monétaire

Rubrique	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Cumul/An
Emissions autorisées	113 490,00	104 400,00	119 350,00	90 572,50	154 807,87	147 052,00	195 250,00	924 922,3671
Emissions réalisées=	66 609,86	97 142,05	133 307,39	106 052,66	126 272,51	164 340,70	51 684,03	745 409,20380
Destructions = (B)	19 100,00	16 514,50	8 663,25	-00	3 280,00	12 536,64	-00	60 094,39
Emissions nettes (C) = (A) - (B)	47 509,86	80 627,55	124 644,14	106 052,66	122 992,51	151 804,06	51 684,03	685 314,82
Recyclage	507 261,50	373 842,96	392 155,79	421 210,52	536 035,66	482 725,37	172 799,45	2 886 031,25
dont au Siège	191 249,33	117 799,58	120 645,92	128 510,86	195 919,62	198 974,86	58 980,93	1 012 081,12
dont en provinces (*)	316 012,17	256 043,38	271 509,87	292 699,66	340 116,04	283 750,51	113 818,52	1 873 950,14

Source : Banque Centrale du Congo.